

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1963-1964.

24 JUIN 1964.

Projet de loi étendant l'application des lois relatives aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, aux conséquences de certains faits survenus sur les territoires du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE (1)
PAR M^{elle} **WIBAUT**.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le projet susdit lors de sa réunion du 17 juin 1964. L'exposé des motifs et le rapport de la Chambre donnent des indications sur les raisons qui sont à l'origine du projet ainsi que sur l'économie de celui-ci. Votre rapporteur s'est dès lors contenté de résumer les principales interventions des commissaires.

Discussion générale.

Un membre fait observer que le projet (voir § 4 de l'article 3) n'est applicable qu'aux personnes résidant au Congo avant le 1^{er} juillet 1960 et au Rwanda et au

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. De Grauw, président; Coppens, Delor, Devuyt, M^{lle} Driessen, MM. Dulac, Foncke, Gheysen, Hambye, Heylen, Remson, Renquin, Saelens, Smet, Stubbe, Uselding, Van Cauteren, Van Hoeylandt, Verspeeten et M^{lle} Wibaut, rapporteur.

R. A. 6685.

Voir :

Document du Sénat :

246 (Session de 1963-1964) : Projet de loi transmis par la Chambre des Représentants.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1963-1964.

24 JUNI 1964.

Ontwerp van wet waarbij de toepassing van de wetten betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden wordt uitgebreid tot de gevolgen van sommige feiten die zich hebben voorgedaan op het grondgebied van Kongo (Leopoldstad), van Rwanda en van Burundi.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID EN HET
GEZIN (1) UITGEBRACHT
DOOR MEJ. **WIBAUT**.

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft het vorengenoemde ontwerp onderzocht ter vergadering van 17 juni 1964. De memorie van toelichting en het Kamerverslag zeggen op welke overwegingen het ontwerp berust en wat de strekking ervan is. Uw verslaggever heeft dan ook alleen maar de voornaamste opmerkingen van de leden samengevat.

Algemene bespreking.

Een lid merkt op dat het ontwerp (zie art. 3, § 4) slechts toepasselijk is op degenen die vóór 1 juli 1960 in Kongo en vóór 1 juli 1962 in Rwanda en Burundi

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren De Grauw, voorzitter; Coppens, Delor, Devuyt, Mej. Driessen, de heren Dulac, Foncke, Gheysen, Hambye, Heylen, Remson, Renquin, Saelens, Smet, Stubbe, Uselding, Van Cauteren, Van Hoeylandt, Verspeeten en Mej. Wibaut, verslaggeefster.

R. A. 6685.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

246 (Zitting 1963-1964) : Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Burundi avant le 1^{er} juillet 1962. Ceux qui sont partis dans ces régions après ces dates sont donc exclus du bénéfice du projet. Pour quelle raison, demande-t-il.

Le Ministre répond :

1° que la différence dans les dates provient du fait que le Congo, d'une part, et le Rwanda et le Burundi, d'autre part, ont obtenu l'indépendance à des dates différentes;

2° que ceux qui sont partis après les dates indiquées étaient au courant de la situation existante dans ces régions et que, par conséquent, il n'y a pas lieu de les faire bénéficier des avantages du projet.

Le même membre demande encore quelles sont les personnes visées par l'article 10 et qui sont exclues de l'application de la loi.

Le Ministre répond qu'il s'agit en ordre principal de ceux qu'on a désignés comme « les mercenaires du Katanga ».

Le membre estime que c'est une erreur de les exclure du bénéfice de la loi. L'histoire pourrait bien faire apparaître un jour que ces personnes ont eu raison d'agir comme elles l'ont fait.

Le Ministre répond que ce problème fait partie de l'ensemble des rapports entre la République du Congo et la Belgique et, qu'en cette matière, il n'a fait que suivre les indications données par notre département des Affaires étrangères.

Un autre membre insiste afin que le projet soit appliqué à toutes les victimes civiles du Congo. Les victimes ont-elles été recensées ? A-t-on examiné tous les cas ? Dans certains milieux d'anciens coloniaux il y a une certaine méfiance en ce qui concerne ces questions.

Il est signalé que cette méfiance se rapporte surtout au problème de la réparation des dommages aux biens. Mais ce n'est pas ce problème là qui est réglé par le projet en discussion.

Le même membre demande encore si les membres des missions étrangères pourront bénéficier des dispositions du projet.

Le Ministre répond :

1° que les données, sur lesquelles le projet a été élaboré, ont été établies avec un maximum de précision. Il y a eu 12.500 témoignages. Les dossiers se rapportent à 150 à 200 cas de tués et environ 500 cas d'invalidité;

2° le projet vise uniquement la réparation des dommages aux personnes. La réparation éventuelle des dommages aux biens est de la compétence du Ministre des Travaux publics. D'après les renseignements du Ministre, le département des Travaux publics aurait élaboré un projet relatif à la réparation des dommages aux biens;

3° en ce qui concerne les membres des missions étrangères, le projet ne leur est pas applicable étant

verbleven. Zij die daarna naar die landen vertrokken zijn, worden dus van het ontwerp uitgesloten. Waarom, vraagt dat lid.

De Minister antwoordt :

1° dat het verschil van datum het gevolg is van het feit dat Kongo, enerzijds, en Rwanda en Burundi, anderzijds, op verschillende datums onafhankelijk geworden zijn;

2° dat degenen die na de bepaalde datums vertrokken zijn, op de hoogte waren van de toestand die in die landen heerste en dat er dus een reden is om hen de voordelen van het ontwerp te laten genieten.

Hetzelfde lid vraagt nog welke de personen zijn die bedoeld worden in artikel 10 en van de wet zijn uitgesloten.

De Minister antwoordt dat het in de eerste plaats gaat om de zogenaamde « huurlingen van Katanga ».

Het lid is van oordeel dat het verkeerd is die personen van de wet uit te sluiten. De geschiedenis zou wel eens kunnen bewijzen dat hun handelwijze de juiste was.

De Minister antwoordt dat dit probleem een onderdeel vormt van de gezamenlijke betrekkingen tussen de Republiek Kongo en België en dat hij op dit gebied alleen de aanwijzingen van ons Departement van Buitenlandse Zaken heeft gevolgd.

Een ander lid dringt erop aan dat het ontwerp toepasselijk zou zijn op al de burgerlijke getroffenen van Kongo. Zijn de getroffenen geteld? Zijn alle gevallen onderzocht? In sommige kringen van voormalige kolonials heerst een zeker wantrouwen in verband met deze vragen.

Opgemerkt wordt dat dit wantrouwen vooral het herstel van de goederenschade betreft. Maar dit probleem wordt niet geregeld in het behandelde ontwerp.

Hetzelfde lid vraagt nog of de leden van de buitenlandse zendingen de voordelen van het ontwerp zullen genieten.

De Minister antwoordt :

1° dat de gegevens waarop het ontwerp berust, met een maximum aan nauwkeurigheid zijn vastgesteld. Er zijn 12.500 getuigenissen geweest. De dossiers hebben betrekking op 150 tot 200 gevallen van overlijden en ongeveer 500 gevallen van invaliditeit;

2° dat het ontwerp uitsluitend het herstel van de personenschade beoogt. Het eventuele herstel van de goederenschade ressorteert onder de Minister van Openbare Werken. Volgens de inlichtingen van de Minister zou het departement van Openbare Werken een ontwerp hebben voorbereid betreffende het herstel van de goederenschade;

3° dat het ontwerp niet toepasselijk is op de leden van de buitendlandse zendingen, aangezien in n° 1° van

donné qu'il est stipulé au 1° du § 4 de l'article 4 que la victime doit être de nationalité belge.

Un membre demande pourquoi on a laissé au Roi la compétence de fixer la fin de la période envisagée dans l'article premier.

Le Ministre répond que cette disposition a été formulée de telle sorte pour permettre de tenir compte d'événements qui pourraient se produire à l'avenir.

Le même membre demande si les personnes qui partent au Congo en 1962 pour la première fois et qui, au cours de leur séjour seraient victimes de faits domageables, sont exclues de l'application de la loi.

Le Ministre répond affirmativement.

Le même membre demande encore si les Commissions créées en vertu de l'article 9 seront chargées également d'apprécier le comportement des personnes visées au 1° de l'article 10 et s'il a été prévu, en faveur de ces personnes, une possibilité de recours contre les décisions de ces Commissions.

Le Ministre répond affirmativement. Ces personnes pourront toujours instituer un recours devant la commission spéciale d'appel, ainsi que devant le Conseil d'Etat.

Discussion des articles.

Article premier.

L'article premier est adopté à l'unanimité.

Article 2.

Un membre demande si le libellé de cet article ne pourrait pas créer une confusion en ce sens que l'on pourrait s'imaginer que c'est la loi du 15 mars 1954 elle-même qui est modifiée par le projet.

Le Ministre répond qu'à son avis le libellé est suffisamment clair pour éviter une telle confusion.

L'article 2 est adopté à l'unanimité.

Article 3.

Il est demandé ce que signifient au littéra *a* du paragraphe 2, de cet article les mots « dans les conditions fixées au paragraphe premier du présent article ».

Le Ministre répond que ces termes visent surtout le lien de causalité qui doit exister entre le fait dommageable et le dommage.

Au paragraphe 4, 2° alinéa du littéra *a*, un membre signale que les mots « à laquelle il a été fait droit » ne figurent pas dans la loi du 15 mars 1954.

Le Ministre répond que si ces mots ne se trouvent pas dans la loi générale, c'est apparemment à la suite d'un oubli.

Il estime logique d'inscrire dans la loi que le bénéficiaire doit avoir obtenu la naturalisation sinon il suffit d'introduire une demande de naturalisation pour pouvoir bénéficier de la loi, même si, par après, cette demande était rejetée.

§ 4 van artikel 4 is bepaald dat de getroffene van Belgische nationaliteit dient te zijn.

Een lid vraagt waarom aan de Koning de bevoegdheid is verleend om het einde van de periode bedoeld in artikel 1 vast te stellen.

De Minister antwoordt dat die bepaling zo gesteld is om rekening te kunnen houden met gebeurtenissen die zich nog zouden kunnen voordoen.

Hetzelfde lid vraagt of degenen die in 1962 voor het eerst naar Kongo zijn vertrokken en tijdens hun verblijf het slachtoffer mochten worden van een schadegeval, van de wet zijn uitgesloten.

De Minister antwoordt hierop bevestigend.

Hetzelfde lid vraagt of de commissies die krachtens artikel 9 worden ingesteld, ook het gedrag zullen moeten beoordelen van degenen die bedoeld zijn in n° 1° van artikel 10 en of voor die personen voorzien is in een beroep tegen de beslissingen van die commissies.

De Minister antwoordt bevestigend. Deze personen zullen steeds in beroep kunnen gaan bij de speciale commissie van beroep, alsmede bij de Raad van State.

Artikelsgewijze bespreking.

Eerste artikel.

Artikel 1 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 2.

Een lid vraagt of de tekst van dit artikel geen verwarring zou kunnen stichten in die zin dat het zou kunnen doen geloven dat het ontwerp de wet van 15 maart 1954 zelf wijzigt.

De Minister antwoordt dat de tekst, naar zijn oordeel, klaar genoeg is om een dergelijke verwarring te voorkomen.

Artikel 2 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 3.

Gevraagd wordt wat in letter *a* van § 2 van dit artikel moet worden verstaan onder de woorden « onder de in § 1 van dit artikel bepaalde voorwaarden ».

De Minister antwoordt dat die woorden vooral het oorzakelijk verband bedoelen dat tussen het schadelijk feit en de schade moet bestaan.

Een lid merkt op dat de woorden « en hieraan gunstig gevolg werd gegeven » in § 4, 2° lid van letter *a*, niet voorkomen in de wet van 15 maart 1954.

De Minister antwoordt dat, als die woorden niet in de algemene wet voorkomen, dit blijkbaar het gevolg is van een vergetelheid.

Hij acht het logisch in de wet te bepalen dat de betrokkene de naturalisatie verkregen moet hebben, anders zou het genoeg zijn een naturalisatieverzoek in te dienen om de voordelen van de wet te kunnen genieten, zelfs indien dat verzoek nadien wordt verworpen.

Un membre demande qu'on acte au rapport la déclaration du Ministre que pour bénéficier de cette loi la victime ne doit pas être en possession de ses droits civils.

Le Ministre répond que cette remarque trouverait mieux sa place dans la discussion de l'article 10.

L'article 3 est adopté à l'unanimité.

Article 4.

L'article 4 est adopté à l'unanimité.

Article 5.

A l'article 5, paragraphe premier, un membre estime que dans le texte néerlandais, l'expression « zo de ongeschiktheid ten minste 30 dagen duurt » n'est pas adéquate. Il s'agit d'un fait qui s'est produit dans le passé et il faudrait donc dire « zo de ongeschiktheid ten minste 30 dagen geduurd heeft ».

Le Ministre répond que l'observation est fondée en principe, mais que le libellé actuel ne donnant pas lieu à une interprétation erronée, il n'y a pas de raison suffisante pour modifier le texte.

L'article 5 est adopté à l'unanimité.

Article 6.

L'article 6 est adopté à l'unanimité.

Article 7.

A l'article 7, plusieurs membres demandent que le nécessaire soit fait pour porter à la connaissance des intéressés les dispositions du présent projet et ce surtout pour les bénéficiaires éventuels qui résident à l'étranger.

Le Ministre répond que des dispositions seront prises en collaboration avec nos ambassades et nos consulats à l'étranger pour répondre au désir exprimé par la Commission.

L'article 7 est adopté à l'unanimité.

Article 8.

L'article 8 est adopté à l'unanimité.

Article 9.

L'article 9 est adopté à l'unanimité.

Article 10.

Un membre demande que des instructions soient données afin que les personnes visées au 1^o de l'article

Een lid vraagt in het verslag akte te nemen van de verklaring van de Minister dat de getroffene niet in het bezit dient te zijn van zijn burgerlijke rechten om de voordelen van de wet te kunnen genieten.

De Minister antwoordt dat die opmerking beter op haar plaats zou zijn in de bespreking van artikel 10.

Artikel 3 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 4.

Artikel 4 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 5.

Bij artikel 5, § 1, 1^{ste} lid, merkt een lid op dat de woorden « zo de ongeschiktheid ten minste dertig dagen duurt » niet juist zijn. Het gaat hier om een feit dat in het verleden is voorgevallen en men zou dus moeten zeggen « zo de ongeschiktheid ten minste dertig dagen geduurd heeft ».

De Minister antwoordt dat de opmerking in beginsel gegrond is, maar dat de huidige tekst geen aanleiding geeft tot verkeerde interpretatie zodat er geen voldoende reden is om de tekst te wijzigen.

Artikel 5 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 6.

Artikel 6 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 7.

Bij artikel 7 vragen verscheidene leden dat het nodige zou worden gedaan om de bepalingen van het ontwerp ter kennis te brengen van de betrokkenen en vooral van de eventuele belanghebbenden die in het buitenland verblijven.

De Minister antwoordt dat maatregelen zullen worden genomen in samenwerking met onze ambassades en consulaten in het buitenland, om aan de wens van de Commissie tegemoet te komen.

Artikel 7 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 8.

Artikel 8 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 9.

Artikel 9 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 10.

Een lid vraagt dat onderrichtingen gegeven zouden worden opdat degenen die bedoeld zijn in n^o 1^o van

10 puissent disposer de tous les moyens pour défendre leurs intérêts.

Le Ministre répond que cet article doit être interprété d'une façon restrictive étant donné qu'il s'agit d'une exclusion.

L'article 10 est adopté à l'unanimité.

Article 11.

L'article 11 est adopté à l'unanimité.

Article 12.

L'article 12 est adopté à l'unanimité.

Article 13.

L'article 13 est adopté à l'unanimité.

Article 14.

L'article 14 est adopté à l'unanimité.

Article 15.

L'article 15 est adopté à l'unanimité.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité.

Le rapport est approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
G. WIBAUT.

Le Président,
J. DE GRAUW.

artikel 10 over alle middelen zouden beschikken om hun belangen te verdedigen.

De Minister antwoordt dat dit artikel beperkend moet worden uitgelegd, aangezien het om een uitsluiting gaat.

Artikel 10 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 11.

Artikel 11 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 12.

Artikel 12 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 13.

Artikel 13 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 14.

Artikel 14 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 15.

Artikel 15 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Het ontwerp van wet in zijn geheel wordt met algemene stemmen aangenomen.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
G. WIBAUT.

De Voorzitter,
J. DE GRAUW.